

**Nations Unies**  
**ASSEMBLÉE**  
**GÉNÉRALE**

**QUARANTE-DEUXIÈME SESSION**

**Documents officiels\***



CINQUIÈME COMMISSION  
9e séance  
tenue le  
mardi 13 octobre 1987  
à 15 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 9e SEANCE

Président : M. MURRAY (Trinité-et-Tobago)

puis : M. SINGH (Fidji)

puis : M. AMNEUS (Suède)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS (suite)

\*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.5/42/SR.9  
15 octobre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 15 h 5.

POINT 113 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/42/5/Add.1 à 5 et Add.7, A/42/372, 399, 437, 438 et 579)

1. M. MILES (Directeur du Bureau de liaison de l'UNRWA à New York), répondant aux questions posées par les délégations, indique qu'en ce qui concerne les ressources provenant de la location de locaux pour les cantines et des contributions volontaires versées par les élèves, qui jusqu'ici n'apparaissaient pas dans les états financiers de l'UNRWA, l'Office a reconnu la nécessité de faire apparaître ces recettes dans les comptes et prend actuellement les mesures nécessaires. Le système de comptabilisation des fournitures adopté depuis deux ans vise précisément à donner une image plus exacte de la situation financière de l'Office et à améliorer les contrôles. Sur ce point, l'opinion de l'Office diffère de celle des commissaires aux comptes; la question continuera donc de faire l'objet de discussions pendant les prochains mois. Comme l'a demandé le Comité des commissaires aux comptes, les fonds d'avances temporaires seront désormais soumis à un contrôle plus strict. Pour ce qui est des contributions en espèces, les problèmes relevés par les commissaires aux comptes sont dus au fait que deux contributions annoncées depuis plus de trois ans n'ont toujours pas été versées. Ces sommes ont donc été passées par pertes et profits, comme le seront à l'avenir toutes les contributions annoncées et non encore versées après cinq ans.

2. M. DEVREUX (Belgique) demande quelles mesures ont été prises d'une part, en vue de fournir un état récapitulatif de l'actif et du passif du Fonds général et des fonds destinés à des projets et, d'autre part, en vue d'améliorer le système de comptabilisation des contributions en nature, à propos duquel des divergences subsistent entre le Comité des commissaires aux comptes et l'Office.

3. M. MILES (Directeur du Bureau de liaison de l'UNRWA à New York) répond que le système consistant à présenter deux états distincts pour le Fonds général et pour les fonds destinés à des projets a été mis en place il y a deux ans pour éviter des confusions possibles. A la demande des commissaires aux comptes, l'Administration de l'UNRWA a accepté de fournir à l'avenir des informations rendant compte de la position générale de trésorerie de l'Office. Toutefois, le Comité des commissaires aux comptes insistant sur la présentation d'un état récapitulatif de l'actif et du passif, cette question sera examinée plus avant lors des prochaines vérifications. La méthode de comptabilisation des contributions en nature adoptée par l'Office, qui consiste à ne faire apparaître chaque année que les quantités de marchandises utilisées au cours de l'exercice, se veut une amélioration par rapport à l'ancienne méthode. Toutefois, vu les objections soulevées par les commissaires aux comptes, l'Office a accepté de revoir la question avec le Comité.

4. M. ZAMAN (Représentant régional assistant du HCR), répondant aux questions posées par les délégations, traite tout d'abord en détail des problèmes liés à l'aide alimentaire. Après avoir rappelé brièvement les grandes lignes de la politique suivie dans ce domaine, qui vise à assurer la livraison des denrées en temps voulu et en quantité suffisante, il résume les principales mesures prises par le HCR pour améliorer la distribution des secours alimentaires et réduire au

(M. Zaman)

minimum les pertes de denrées : mise en place, au sein du Service des fournitures et de l'aide alimentaire, d'un système informatisé de planification et de suivi de l'aide alimentaire, dont la responsabilité a été confiée à un assistant; recrutements et conversions de postes visant à renforcer les effectifs du Service d'expédition maritime et d'assurances; affectation à Djibouti d'un fonctionnaire chargé de la logistique pour la corne de l'Afrique et le Soudan; conclusion d'accords avec le PAM, la CEE, différents organismes, des gouvernements et des compagnies de transport maritime, en vue d'améliorer les conditions de livraison de l'aide et de dégager la responsabilité du HCR, notamment en cas d'encombrement des installations portuaires; inspection systématique lors des opérations de chargement et, dans certains cas, lors des déchargements; suivi plus rigoureux des demandes d'indemnité présentées aux compagnies d'assurance; préparation d'un manuel détaillé sur tous les aspects de la logistique et publication d'une directive sur l'amélioration des procédures d'entreposage, à l'intention de tous les bureaux extérieurs situés hors d'Europe occidentale.

5. S'agissant des pertes de denrées alimentaires, dans l'un des cas, des poursuites ont été engagées contre la compagnie responsable; dans un autre cas, il semble que le donateur ait été remboursé en totalité ou en partie à la suite de la demande d'indemnité présentée en son nom par le PAM. Les autres cas ont fait l'objet d'un règlement à l'amiable ou sont en cours de règlement. En ce qui concerne la notification des pertes de denrées alimentaires au Comité de contrôle du matériel, celui-ci procède actuellement à une enquête pour établir les responsabilités dans chacun des trois cas où de telles pertes n'ont pas été signalées.

6. Le HCR s'efforce de tenir les donateurs régulièrement informés du déroulement de ses opérations, aussi bien par des rapports officiels que par des sessions "portes ouvertes". L'Administration du HCR étudiera néanmoins les possibilités de fournir davantage d'informations sur les programmes et les projets. En matière de contrôle interne et de gestion, le HCR s'est efforcé, à la faveur de la vaste restructuration entreprise, de moderniser ses procédures, d'étoffer les effectifs de certains secteurs cruciaux et de mettre l'accent sur la formation et les techniques modernes de gestion, notamment en informatisant certains services. L'évaluation des projets a été renforcée grâce à la création d'un poste supplémentaire au Groupe d'évaluation.

7. La perte d'un certain nombre de chèques bancaires dans un bureau extérieur n'a pas entraîné de conséquences financières pour le HCR et cette question fait actuellement l'objet d'une enquête policière. Enfin, des mesures sont prises pour établir et vérifier l'inventaire de tous les biens durables au siège, y compris les articles de valeur.

8. M. KUNUGI (Directeur exécutif adjoint du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population), répondant aux questions posées par les délégations, précise tout d'abord que l'Administration du FNUAP souscrit à l'ensemble des conclusions des commissaires aux comptes, telles qu'elles figurent dans le document récapitulatif A/42/372, ainsi qu'aux observations du CCQAB s'y rapportant. Conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes, le FNUAP a d'ores et déjà pris les mesures nécessaires pour inclure la

(M. Kunugi)

totalité de ses dépenses de fonctionnement dans le budget des services administratifs et des services d'appui aux programmes. Les autres recommandations sont en cours d'application. Ainsi, des négociations ont été engagées entre le PNUD et le FNUAP afin de définir clairement les attributions respectives de chacune des deux organisations, en particulier dans le domaine de la gestion financière et de l'administration du personnel. Il devrait en résulter un partage plus net des responsabilités en ce qui concerne les procédures de certification et d'approbation des dépenses, ce qui éviterait notamment de nouvelles anomalies dans la balance préliminaire des comptes PNUD/FNUAP. Le FNUAP a également entrepris de réviser son règlement financier et ses règles de gestion financière afin qu'ils fassent état de la procédure suivie pour déterminer le niveau maximal autorisé des fonds alloués aux projets pour chaque exercice; le règlement financier révisé mentionnera également la nécessité d'indiquer en détail dans les états financiers la valeur des biens non consommables appartenant au FNUAP.

9. En ce qui concerne l'évolution des dépenses de fonctionnement, elles ont diminué mais moins que les dépenses relatives aux projets, qui ont subi une forte baisse du fait de la défection en 1986 du principal pays contribuant. La part relative des dépenses de fonctionnement a donc augmenté, mais très légèrement. En tout état de cause, le FNUAP continuera de veiller à limiter au maximum les dépenses de fonctionnement, sans pour autant compromettre l'exécution des projets.

10. Mme EMERSON (Portugal) demande quelles mesures sont actuellement prises pour régulariser la situation des fonctionnaires dont les postes sont encore financés à l'aide de fonds prévus pour les projets, et si les anomalies constatées dans la balance préliminaire des comptes PNUD/FNUAP ont été rectifiées. Elle aimerait aussi savoir quelles mesures ont été prises concernant la balance des engagements non soldés au titre des frais de voyage, qui a augmenté de 55 % par rapport à l'exercice précédent.

11. M. MURRAY (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) aimerait savoir quelles mesures ont été prises par le FNUAP en vue de faciliter l'accès des commissaires aux documents comptables nécessaires. Il voudrait également savoir quand les négociations entre le PNUD et le FNUAP prendront fin, car la question du partage des responsabilités respectives des deux organismes aurait dû être réglée depuis longtemps déjà. D'autre part, il pense qu'il ne suffit pas de "suivre" le montant des engagements non réglés au titre des frais de voyage, puisque celui-ci a augmenté de 55 % d'un exercice à l'autre; il demande donc quelles mesures supplémentaires l'Administration du FNUAP envisage de prendre à ce sujet.

12. M. KUNUGI (Directeur exécutif adjoint du FNUAP) dit qu'en ce qui concerne les postes mentionnés par la délégation portugaise, le nécessaire a été fait dans le budget approuvé pour l'exercice 1988-1989. Pour ce qui est de la balance PNUD/FNUAP, l'Administration fait actuellement le point avec le PNUD et espère arriver prochainement à un résultat définitif. Des mesures ont déjà été prises pour solder les engagements non réglés au titre des frais de voyage et remédier aux lacunes constatées dans ce domaine. En ce qui concerne la présentation des informations demandées par les commissaires aux comptes, qui fait l'objet de la question du représentant du Royaume-Uni, le Directeur exécutif adjoint précise que les problèmes viennent souvent de la façon dont les informations sont demandées.

(M. Kunugi)

L'inventaire requis par les commissaires aux comptes a pu être établi, mais pas assez tôt pour être inclus dans la vérification. L'Administration prend les mesures voulues pour que de tels problèmes ne se reproduisent pas. Enfin, de hauts fonctionnaires représentant le FNUAP et le PNUD vont se réunir prochainement pour arriver à un accord précis sur la délimitation des attributions de ces deux organismes.

13. M. AHTISAARI (Secrétaire général adjoint à l'Administration et à la gestion), se référant aux procédures de contrôle interne relatives aux prestations et indemnités, dit que le Secrétaire général partage pleinement les préoccupations exprimées par plusieurs délégations au cours du débat et par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/176. Il accueille avec intérêt les observations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif, qui l'aideront à s'acquitter de cette tâche prioritaire et continue qu'est le renforcement de ces procédures. Le mécanisme actuel fonctionne déjà bien puisque la quasi-totalité des cas de fraude ont été découverts par le Secrétariat : tous les services compétents, notamment la Division de la vérification intérieure des comptes, se sont parfaitement acquittés de leurs fonctions. Vu le nombre et la dispersion géographique des fonctionnaires, ainsi que la diversité des prestations et indemnités, on a découvert relativement peu de cas de présomptions de fraude. Le Secrétaire général a l'intention de concentrer ses efforts sur la mise en place de mesures préventives. Comme il l'a indiqué dans son rapport A/42/437, il a déjà apporté un certain nombre d'améliorations ayant pour but de rationaliser les procédures et d'instituer un système de double contrôle. Le Secrétariat, qui s'est d'abord intéressé à l'indemnité pour frais d'études et au remboursement de l'impôt sur le revenu, examine actuellement le régime d'allocation-logement, les indemnités pour charges de famille et les demandes de remboursement des frais médicaux.

14. Deux autres grandes initiatives devraient aussi contribuer à renforcer les contrôles internes : a) l'amélioration générale des systèmes d'information de gestion (notamment de la gestion financière); b) l'examen approfondi du Statut et du Règlement du personnel et la préparation d'un manuel du personnel, qui sont en cours. Dans son rapport au Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes préconise de tenir un dossier sur les cas de présomption de fraude, afin de les régler plus rapidement. Le Secrétaire général a l'intention d'intensifier ses efforts dans ce domaine. Enfin, convaincu que pour jouer un rôle dissuasif efficace, la procédure disciplinaire doit être rapide, cohérente et juste, le Secrétaire général a l'intention de présenter des propositions dans ce sens avant la fin de la session.

15. Le PRESIDENT signale qu'une seule question a été posée - par écrit - à propos de l'UNITAR et qu'avec l'accord de la délégation intéressée, il y sera répondu par écrit.

16. M. NELSON (Président du Comité des commissaires aux comptes) répond en premier lieu aux questions relatives aux comptes du FISE. Il précise, à l'intention de la délégation canadienne, que les recommandations du Comité tendant à mettre fin à des pratiques budgétaires et comptables non conformes aux dispositions financières en vigueur ont eu des résultats concrets : le Conseil d'administration du Fonds a adopté un certain nombre de résolutions au début de l'année et l'Administration

(M. Nelson)

a déjà pris des mesures. Tous les problèmes relevés par le Comité au sujet du respect des dispositions financières n'ont pas disparu, mais ils ont sur les états financiers une incidence moindre que les autres problèmes constatés. En réponse à des questions de l'Algérie et du Brésil, il indique qu'étant donné le nombre d'erreurs relevées dans un échantillon limité d'opérations, le Comité aurait dû élargir considérablement sa vérification. Or, les crédits prévus étaient déjà épuisés et les délais n'étaient plus suffisants. Il note avec satisfaction que la plupart des délégations sont favorables à une vérification élargie et affirme que le Comité fera le nécessaire pour pouvoir présenter son rapport au Comité consultatif et au Conseil d'administration au printemps de 1988. Quant au coût de cette vérification élargie, dont s'est enquis la délégation algérienne, il sera estimé sur la base du programme de vérification qui est en préparation. Enfin, comme l'a fait observer le représentant de la RSS d'Ukraine, il confirme qu'au paragraphe 9 a) du document A/42/372, il faut lire article 4.2 et non article 4.3 du règlement financier.

17. La comptabilisation des opérations financières entre le PNUD et les agents d'exécution a fait l'objet de nombreux commentaires. Comme l'a recommandé le Comité, avec l'approbation de plusieurs délégations, le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes examinera la question des objectifs de la vérification des opérations des agents d'exécution en novembre 1987. Les réserves formulées par le Comité ne sont pas dues au fait que le PNUD utilise les états financiers vérifiés présentés par les agents d'exécution, mais au fait que les engagements non réglés indiqués par les agents d'exécution sont intégrés dans les états financiers sans un contrôle interne suffisant, que les comptes vérifiés des agents d'exécution ne sont présentés que deux ou trois ans après la clôture des comptes du PNUD et que les comptes des projets exécutés par les gouvernements ne sont généralement pas certifiés. De plus, les règles de césure appliquées par le PNUD dans ce domaine divergent des principes comptables généralement admis. Le Comité a la ferme intention de revoir ce point avec l'Administration du PNUD au cours de la vérification des comptes de 1987.

18. Les observations du Comité relatives aux politiques ou pratiques approuvées par le Conseil d'administration du PNUD n'entrent pas dans le cadre de la vérification de la conformité, mais de la gestion : le Comité se doit d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'incidence des politiques adoptées par les organes directeurs intéressés. Partageant la préoccupation exprimée par le Canada, le Comité soumettra la question de la base d'enregistrement des recettes et des dépenses au Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes. En réponse à une question de la délégation américaine, M. Nelson précise que le plan de travail des vérificateurs couvre les programmes autres que les activités de base et que trois d'entre eux feront l'objet d'une vérification particulière en 1987 (FENU, BNUS et BEP). Comme l'ont demandé plusieurs délégations, le Comité continuera de rechercher une plus grande simplicité et une plus grande transparence dans les états financiers et fera rapport à ce sujet.

19. En ce qui concerne l'UNITAR, M. Nelson indique, à l'intention de la délégation ukrainienne, que la recommandation formulée au paragraphe 29 du document A/42/372 repose sur les conclusions exposées aux paragraphes 10 à 15 du rapport du Comité sur les comptes de l'Institut. L'Administration a accueilli cette recommandation

(M. Nelson)

avec satisfaction et a proposé une solution de remplacement au cas où l'UNITAR n'obtiendrait pas le statut d'agent d'exécution. Par ailleurs, si le Comité a dû rappeler que les dispositions du Manuel des politiques et procédures devaient être appliquées, la faute en incombe à l'Administration, qui n'a pas toujours tenu compte des recommandations antérieures.

20. En ce qui concerne le HCR, le Comité a pris note des observations de la délégation australienne et précise que le Comité consultatif a lui-même demandé une vérification spéciale portant sur les programmes exécutés par cet organisme.

21. Plusieurs délégations se sont inquiétées que le Comité ait dû formuler à plusieurs reprises les mêmes recommandations. Le Comité confirme que, comme l'Assemblée générale l'a demandé à l'alinéa b) du paragraphe 5 de sa résolution 41/176, il continuera d'indiquer les mesures précises prises par le Secrétaire général et les chefs de secrétariat pour appliquer ses recommandations antérieures. Il a noté avec intérêt que la plupart des délégations partagent son inquiétude quant aux conséquences que pourrait avoir l'adoption d'un cycle biennal.

22. Pour ce qui est de la question posée par la délégation brésilienne à propos du budget du Comité, M. Nelson confirme que celui-ci rencontre des difficultés : hormis l'augmentation au titre de l'inflation, ses ressources n'ont pas changé au cours des quatre derniers exercices biennaux, alors que le volume de travail augmentait considérablement. Le Comité a donc l'intention d'effectuer en 1988 une analyse approfondie du coût effectif de la vérification et, le cas échéant, de présenter des montants estimatifs révisés au Secrétaire général pour l'exercice biennal 1988-1989.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES : RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS (suite) (A/42/11 et Add.1)

23. M. AGUILAR (Venezuela) estime, à propos de la section II du rapport du Comité, qu'il incombe à l'Assemblée générale, et à elle seule, d'orienter clairement les travaux du Comité des contributions en vue de l'application de la résolution 41/178, faute de quoi on restera dans la situation exposée au paragraphe 5 du rapport. Le degré d'acceptation des différentes formules par l'Assemblée générale, exposé par le Comité au paragraphe 5 de son rapport, ne doit être considéré que comme l'expression d'une appréciation subjective, qui n'a par conséquent aucun caractère obligatoire. Il importe que l'Assemblée générale donne au Comité des directives claires afin de lui permettre d'élaborer un barème qui combine de façon équilibrée les facteurs politiques et économiques inhérents, d'une part au système, et d'autre part, à l'économie des Etats Membres, et corrige les effets négatifs de l'application de la méthode actuelle, tout en respectant le principe de la capacité de paiement.

24. De l'avis de la délégation vénézuélienne, la Cinquième Commission devrait examiner la formule II (combinaison du critère de qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, du critère de l'égalité souveraine des Etats Membres et du critère de la capacité de paiement) qui tient compte comme il convient de la combinaison des facteurs politiques et économiques à prendre en considération dans la situation actuelle de l'Organisation.

/...

(M. Aguilar, Venezuela)

25. A la section IV de son rapport, le Comité des contributions recommande essentiellement le maintien des principaux éléments de la méthode actuelle pour l'élaboration du barème des quotes-parts pour la période 1989-1991. Cette recommandation est acceptable, à condition que l'on s'assure du bien-fondé des critères retenus par le Comité.

26. S'agissant de la période statistique de base servant au calcul des quotes-parts, dans la période d'incertitude actuelle, il conviendrait d'en revenir à une période statistique de trois ans, comme c'était le cas entre 1952 et 1977. Le prochain barème serait calculé sur la base de la période 1983-1986, de façon que les obligations financières correspondant aux années 1989 à 1991 soient en rapport avec la situation économique actuelle et prévisible.

27. En ce qui concerne les paramètres adoptés par l'Assemblée générale pour appliquer la formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant et la formule de limitation des variations des quotes-parts d'un barème à l'autre, l'obligation dans laquelle se trouve le Comité de procéder à des allègements ou une redistribution des points d'indice introduit un élément d'incertitude pour ce qui est de la quote-part assignée aux Etats Membres qui se situent entre le taux plafond et le taux plancher. De l'avis de la délégation vénézuélienne, il importe que l'Assemblée générale donne des directives au Comité pour l'application de paramètres auxiliaires afin de réduire au minimum cette marge d'incertitude. Il importe d'établir une distinction entre pays développés et pays en développement aux fins de la répartition du financement des dégrèvements.

28. S'agissant des données statistiques, la délégation vénézuélienne appuie la formule selon laquelle les Etats Membres présenteraient les renseignements qu'ils jugent pertinents par l'intermédiaire du Bureau de statistique. En effet, le facteur de la situation financière, visé à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la résolution 39/247 B de l'Assemblée générale, revêt une importance extrême si l'on veut que le barème des contributions soit équitable et tienne dûment compte de la capacité réelle de paiement.

29. Tous les Etats Membres de l'Organisation doivent s'acquitter de leurs obligations financières, conformément à la Charte. Malgré ses difficultés financières, le Venezuela s'est fait un point d'honneur de s'acquitter scrupuleusement de ses obligations envers l'Organisation. A cet égard, il est regrettable que certains des Etats Membres qui sont en retard de paiement ne sont pas en butte à pareilles difficultés et devraient en outre assumer une responsabilité particulière du fait de leur qualité de membre permanent du Conseil de sécurité.

30. M. Singh (Fidji) prend la présidence.

31. Mlle WILLBERG (Nouvelle-Zélande) rappelle que sa délégation, bien qu'ayant jugé peu satisfaisantes les instructions que l'Assemblée générale avait chargé le Comité des contributions d'interpréter et d'appliquer, avait néanmoins approuvé le barème adopté pour l'exercice triennal en cours, et ce, parce qu'elle était sûre que ledit comité ferait preuve d'impartialité et d'équité. Faute de directives de l'Assemblée quant aux différentes méthodes qu'il avait proposées à la



(Mile Willberg, Nouvelle-Zélande)

quarante et unième session, le Comité n'a eu d'autre recours que d'affiner la méthode actuelle, dont certains aspects étaient loin d'avoir la faveur de tout le monde.

32. De l'avis de la délégation néo-zélandaise, il convient de continuer de déterminer la capacité de paiement - retenue comme critère fondamental dans la résolution 41/178 de l'Assemblée - à partir des chiffres du revenu national, moyennant des ajustements en faveur des pays à faible revenu par habitant, un système de dégrèvement en faveur des pays les plus pauvres et un mécanisme permettant d'éviter de trop grandes variations des quotes-parts de tel ou tel pays entre deux barèmes successifs. On ne saurait apporter aux éléments fondamentaux de cette méthode des modifications qui, en s'additionnant, risqueraient d'introduire des distorsions involontaires. Il conviendrait plutôt, dans la situation de vulnérabilité financière actuelle de l'Organisation, de rechercher un consensus sur un système aussi direct et transparent que possible, et de s'engager à nouveau à prendre sa part du fardeau, dans les délais voulus et intégralement.

33. La délégation néo-zélandaise prend note avec satisfaction des travaux effectués pour améliorer la comparabilité des statistiques et estimations du revenu national, dans la perspective d'établir une base de données uniformes. Les Etats Membres faciliteraient ce processus en répondant avec la plus grande rigueur possible au questionnaire que le Bureau de statistique leur adresse tous les ans et en fournissant, dans un délai déterminé et à partir de sources publiées uniquement, les données supplémentaires qu'ils voudraient voir prises en compte. Un accord serait aussi souhaitable sur la question des taux de change corrigés des prix qui serviraient à ajuster automatiquement les données du revenu national.

34. La délégation néo-zélandaise note que, par souci de stabilité et de continuité, le Comité a recommandé de conserver la période statistique de base actuelle, à savoir dix ans, mais elle est néanmoins d'avis que cette période pourrait être raccourcie, compte tenu de l'existence de mécanismes limitant les variations d'un barème à l'autre. Elle approuve par contre la recommandation du Comité relative au maintien du plafond actuel du revenu par habitant, étant donné que le Comité a conclu que son relèvement à 2 500 dollars n'aurait que des effets limités sur les pays en développement. S'agissant des taux plancher et plafond, que le Comité recommande de laisser en l'état, la délégation néo-zélandaise, sans préjuger de la position qu'elle prendra à ce sujet, estime que la question devrait rester à l'examen.

35. Pour conclure, la représentante de la Nouvelle-Zélande réaffirme sa volonté de voir l'Assemblée adopter un barème équitable pour tous les Etats Membres, ce qui suppose que des directives claires et des instructions réalistes, fondées sur une analyse scientifique de données complètes sur le revenu national, soient données au Comité des contributions.

36. M. MURRAY (Trinité-et-Tobago) dit que la Cinquième Commission doit définir à l'intention du Comité des contributions des paramètres précis pour que ce dernier puisse établir pour 1989-1991 un barème qui bénéficierait de l'appui de tous, ce qui n'est pas tâche aisée, dans la mesure où aucun accord n'a pu se dégager jusqu'ici sur une méthode propre à remplacer la méthode actuelle, qui est loin d'être satisfaisante.

(M. Murray, Trinité-et-Tobago)

37. La formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant, puis les taux plafond et plancher, la prise en compte de la dette extérieure et la formule de limitation de variations des quotes-parts entre deux barèmes successifs montrent bien que les données sur le revenu national ne peuvent à elles seules donner une véritable idée de la capacité de paierent, laquelle, il faut en convenir, se fonde sur l'ensemble des conditions économiques et sociales de chaque pays. Comment expliquer sinon que la quote-part d'un pays puisse augmenter alors que son revenu national et son revenu par habitant diminuent, ou qu'un pays donné ait une quote-part moindre que celle d'un autre pays dont le revenu national est pourtant plus élevé. Le revenu par habitant ne rend compte ni de la superficie d'un pays ni de la diversité des ressources et de leur caractère renouvelable ou non, ni de la capacité du pays à nourrir sa population, ni de l'importance de ses infrastructures.

38. La notion de capacité de paiement est unique en son genre et elle appelle donc une formule tout aussi unique. Il faut pour cela s'accorder sur un certain nombre de principes généraux, traduire ces principes en facteurs quantifiables et intégrer ces facteurs en une formule mathématique qui soit exploitable et, de préférence, exempte de formules de dégrèvement. Les considérations politiques ne sont évidemment pas à exclure : les taux plancher et plafond restent souhaitables, tout comme le statut particulier des Etats Membres qui bénéficient de privilèges et de responsabilités politiques spéciales ou la prise en compte de la situation des pays les moins avancés ou d'autres pays qui éprouvent des difficultés. En outre, le lien entre le désarmement et le développement étant désormais reconnu, on pourrait établir un lien entre les dépenses militaires des pays et leur capacité de paiement. De toute évidence, une approche novatrice s'impose en ce domaine.

39. A la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, le Comité des contributions avait étudié la possibilité d'inclure des indicateurs socio-économiques pour le calcul des quotes-parts. La délégation de Trinité-et-Tobago pense que cette approche devrait être encouragée car elle est la seule susceptible de permettre à l'Organisation de se conformer aux dispositions de la Charte en matière de répartition des dépenses. Il serait en effet possible de déterminer une sorte d'indice de développement qui rendrait compte tant de l'importance des ressources qu'un pays consacre à se doter d'une combinaison minimale de facteurs infrastructurels fondamentaux que d'autres indicateurs pertinents : part des principaux produits d'exportation dans le total des exportations, pourcentage des importations de produits alimentaires par rapport à la consommation interne, ratio de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation, etc. Cet indice, qui refléterait mieux la capacité réelle de paiement, serait appliqué aux données brutes du revenu par habitant pour obtenir le revenu à considérer aux fins des contributions, le but ultime étant de parvenir à une formule simple, transparente et, si possible, directe.

40. Ce problème pourrait être résolu en deux temps. Il faut tout d'abord trouver une solution immédiate pour le prochain barème (1989-1991) et ensuite une solution générale à long terme. Le climat actuel ne permet peut-être pas des modifications radicales sur un sujet aussi capital et il est donc compréhensible que le Comité des contributions propose de maintenir pratiquement le même processus qui a abouti au barème de 1986-1988, que la délégation de Trinité-et-Tobago n'avait pas

(M. Murray, Trinité-et-Tobago)

approuvé. Cette dernière espère néanmoins que la Cinquième Commission adoptera une résolution qui permettra d'établir par consensus un nouveau barème l'année prochaine, mais qui proposera également une approche novatrice à long terme des travaux du Comité.

41. M. AKIMOTO (Japon) dit que le barème des quotes-parts est un indice important de la volonté des Etats Membres d'assumer leur responsabilité financière collective dans le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et doit donc permettre de partager le fardeau de la manière la plus juste et la plus équitable possible.

42. Le critère de la capacité de paiement a dès le départ fait l'objet d'un certain nombre de modifications qui, si elles sont généralement acceptables pour la délégation japonaise, ne devraient pas dispenser d'envisager d'élaborer un barème plus juste et plus équitable. La quote-part des membres permanents du Conseil de sécurité doit être à la mesure de leurs privilèges spéciaux et l'on ne peut que s'inquiéter de voir que la part de ces pays dans les dépenses de l'Organisation est passée de 71 % en 1946 à 47,22 % dans le barème actuel, et ce principalement parce que le taux plafond a été abaissé de près de 15 % au cours de la même période. De même, la part des pays à économie planifiée a nettement diminué au cours des quatre derniers barèmes en raison de la méthode appliquée pour convertir les chiffres de leur revenu national en dollars. Le Japon voudrait que cette anomalie soit corrigée et appuie à cet égard les efforts du Bureau de statistique de l'ONU en vue de faire progresser le projet de comparaison internationale des parités de pouvoir d'achat. En attendant l'achèvement du projet, la méthode des taux de change corrigés des prix, quelles qu'en soient les carences, contribuerait beaucoup à résoudre les problèmes actuels de comparabilité des données. La délégation japonaise souhaiterait voir cette méthode affinée davantage tout en notant que l'éventuelle utilisation des taux change qui seraient établis par l'ONU comme instrument de politique interne relève d'un tout autre problème.

43. S'agissant de l'établissement du prochain barème, la délégation japonaise souscrit aux principales conclusions du Comité : maintien de la période de base de 10 ans, qui évite de plus fortes distorsions et permet de mieux mesurer la richesse nationale, maintien de la formule de dégrèvement en faveur des pays à faible revenu par habitant avec les plafonds et coefficients d'abattement actuels, dont la modification ne pourrait que favoriser les pays à revenu moyen et quelques pays économiquement importants, maintien de la formule de limitation des variations des quotes-parts d'un barème à l'autre, et maintien du taux plafond actuel, qui introduit déjà une modification considérable du principe de la capacité de paiement et dont l'abaissement ne ferait qu'aggraver le décalage entre le statut particulier de certains Etats Membres et leur quote-part. S'agissant de la dette extérieure, étant donné que les intérêts versés à ce titre sont déjà déduits des chiffres du revenu national, la délégation japonaise ne peut accepter qu'elle soit officialisée en tant que facteur supplémentaire.

44. Le Japon est disposé à participer aux efforts tendant à établir un barème plus juste et équitable des quotes-parts et estime à cet égard qu'il convient de préserver l'intégrité du Comité des contributions en lui laissant toute latitude sur les détails techniques, l'Assemblée générale ne devant lui donner que des directives et orientations générales.

45. M. ABDUL WAHAB (Arabie saoudite) appelle l'attention de la Commission sur les augmentations excessives de la quote-part de son pays depuis 10 ans : 15,17 % entre 1976 et 1986, 300 % entre 1973 et 1976, 152 % entre 1976 et 1979, 65 % entre 1979 et 1982 et enfin 13 % entre 1982 et 1985. Ces augmentations, qui sont en complète contradiction avec les dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 4 de la résolution 36/213 A de l'Assemblée générale, montrent bien qu'il n'a été nullement tenu compte de la nette diminution du revenu national de l'Arabie saoudite depuis quelques années. Il convient donc, de l'avis de la délégation de l'Arabie saoudite, d'envisager une période statistique de base plus courte, qui refléterait mieux l'évolution de la situation économique et financière des Etats Membres, et donc leur capacité de paiement. Il convient également d'introduire des ajustements pour tenir compte de la situation des pays dont les recettes proviennent essentiellement de l'exportation de quelques ressources naturelles non renouvelables, pays dont la méthode actuelle tend à nettement surestimer l'ampleur du revenu national.

46. La méthode actuelle, qui repose sur le revenu national par habitant, appelle une profonde réforme dans le sens de la justice, de l'équité et du réalisme, pour les Etats Membres comme pour l'ensemble du système. Les inéquités et distorsions actuelles résultent du fait que le revenu par habitant est un critère insuffisant, voire défectueux, pour déterminer les allègements auxquels un Etat Membre peut avoir droit. Il faudrait à cet égard un instrument de mesure de la capacité réelle de paiement de l'ensemble de l'économie d'un Etat Membre, le produit national brut, par exemple. Au paragraphe 3 de sa résolution 39/247 B, l'Assemblée générale a essayé dans une certaine mesure de supprimer cette injustice en demandant au Comité des contributions d'examiner la possibilité d'introduire un barème progressif des coefficients d'abattement de base qui serait établi en fonction du produit national effectif et irait de 85 % à 10 %. A la section A du chapitre IV de son rapport publié sous la cote A/41/11, le Comité des contributions avait procédé à des calculs sur la base d'un tel barème dégressif, mais plus restreint (allant de 85 à 35 %), d'où il ressort que la situation des pays les moins avancés, qui ont un PNB très faible, resterait inchangée, que les Etats Membres à revenu national intermédiaire enregistreraient des augmentations marginales et que les Etats Membres à revenu national très important enregistreraient des augmentations modérées. Si ce système s'accompagnait d'une rationalisation et d'une réduction notables du budget par suite de l'application des recommandations du Groupe des Dix-Huit, son application ne se traduirait pas nécessairement par des modifications des contributions financières effectives des Etats Membres.

47. Si l'on retient le critère de la capacité réelle de paiement, fondé essentiellement sur le produit national brut, les pays Membres importants auxquels des allègements sont actuellement consentis devraient assumer une part plus équitable de la charge financière de l'Organisation. Le système proposé dans la section A du chapitre IV du rapport susmentionné aurait en outre l'avantage de rendre l'Organisation moins vulnérable et moins tributaire de tel ou tel grand contribuant et soulignerait l'égale souveraineté de tous les Etats Membres dans l'Organisation. Lorsqu'un grand contribuant réduit ses contributions, de manière substantielle et en violation des obligations qui lui incombent, c'est toute l'action de l'Organisation qui est mise en péril. La délégation de l'Arabie saoudite considère qu'une réforme du système de répartition des dépenses de

(M. Abdul Wahab, Arabie saoudite)

l'Organisation dans un sens plus équitable pourrait se faire par l'application de la proposition susmentionnée et elle espère que les membres de la Cinquième Commission lui accorderont l'attention qu'elle mérite afin de recommander son incorporation à la méthode de calcul des barèmes des quotes-parts.

48. M. ABBAS (Bahreïn) signale que l'additif au rapport du Comité des contributions (A/42/11/Add.1) contient une erreur touchant les paiements effectués par Bahreïn au titre des contributions mises en recouvrement. En effet, il n'y est pas fait mention de la somme de 10 671 dollars versée par son pays à l'ONUDI, cette erreur se répercutant sur le total des paiements effectués par Bahreïn. Il demande au Secrétariat d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des responsables de l'ONUDI pour corriger cette erreur.

49. M. AMNEUS (Suède) prend la présidence.

50. M. MOUSSAKI (Congo) déclare que si sa délégation avait été présente lors du vote sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/42/L.1, elle aurait voté contre.

51. MM. SINGH (Fidji) et TOURE (Guinée) signalent que si leurs délégations avaient été présentes lors du vote susmentionné, elles auraient voté pour.

La séance est levée à 17 h 35.